



Cette semaine, de nouveaux tracts sont en ligne sur mon blog. Saisissez-les, militez avec, servez-vous en d'argumentaires, ils sont fait pour ça. Au Parti de Gauche, nous n'arrêtons pas de militer, de débattre et de convaincre quand les élections sont terminées. D'ailleurs, à peine une élection est-elle finie qu'une autre arrive. C'est l'idée que je me fais d'une démocratie vivante : la sanction par le peuple des débats politiques qui nous engagent tous.

C'est pourquoi je choisis de vous présenter spécialement celui qui porte sur le nucléaire. Quel autre thème peut-il plus nous engager tous que celui qui porte sur les risques que cette énergie fait peser à l'humanité toute entière ? La tragédie de Fukushima, après celles de Three Mile Island et de Tchernobyl, est là pour nous rappeler combien le danger est important. Les pouvoirs peuvent toujours minimiser, nous avons la réalité qui nous explose en pleine face !

Tchernobyl ? Voyons, impossible : nous ne sommes pas aussi sous-développés que l'Union Soviétique moribonde. Fukushima ? Mais non, la France n'est pas, comme le Japon, placée sur un terrain sismique. Bref, toujours des excuses, encore des arguments, tout ça pour continuer comme si de rien n'était. Personne de responsable ne demande l'arrêt immédiat de la production du nucléaire. Mais personne de responsable ne devrait non plus évacuer ce débat d'un revers de main. Nous avons besoin d'un grand débat national, argumenté, avec tous les éléments en main, pour qu'à l'issue de ce débat le peuple français tranche par référendum pour savoir quelle suite donner au nucléaire en France.

Pour ceci, nous avons besoin d'un réel audit sur l'état des centrales. Car c'est là que le bât blesse : la catastrophe japonaise a mis en lumière le fait que nos centrales aussi arrivent en

bout de course. La gestion de cette énergie est passée ces dernières années dans les mains du secteur privé avec la privatisation d'EDF. La logique de profits qui sous-tend désormais la stratégie industrielle dans cette entreprise française considère comme de l'argent perdu le renouvellement des centrales. Et il est vrai que cela coûte très cher ! Alors l'opacité reprend ses droits : nous peinons à connaître la réalité de la situation, comme à chaque fois qu'il s'agit du nucléaire.

Pensez. Au Japon, l'évaluation de la crise n'a cessé de croître au fur et à mesure que les jours passaient. D'un incident minime, nous sommes parvenus aujourd'hui à l'aveu par les autorités japonaises que l'accident est de même portée que Tchernobyl. En France, c'est pareil. "Cela ne peut pas nous arriver", entendait-on les premiers jours. Et aujourd'hui les premiers rapports tombent mettant en cause les dysfonctionnements dans la gestion de certaines centrales.

Le Conseil municipal de Strasbourg vient d'adopter à l'unanimité (moins une abstention) une motion visant à la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim. La durée de vie de cette centrale était prévue pour 30 ans. On vient de lui ajouter 10 ans de vie. Comme Fukushima... Rappelons également que la ville de Bâle, qui se situe à proximité, a été dévastée par une secousse sismique d'ampleur en 1356. Ça paraît vieux ; c'est une paille sur l'échelle de l'histoire des mouvements de plaques tectoniques. Pourtant, les élus locaux n'ont aucun poids pour faire fermer cette centrale. Cette décision appartient à l'Etat, me direz-vous ? Même pas ! Elle est dans les mains des actionnaires d'EDF !

On entend souvent que la fin du nucléaire nous ramènerait à l'âge des cavernes. Les Allemands et les Italiens, qui viennent d'en sortir, auraient donc la vocation de la caverne. Et je passe sous silence tous les pays, largement majoritaires sur notre planète, qui n'ont pas recours à l'énergie nucléaire pour leur électricité. Mais c'est vrai, la question se pose : comment faire après ?

Il existe aujourd'hui au moins deux pistes sérieuses : les réductions de consommation d'énergie et l'investissement dans la recherche de production d'énergies alternatives. C'est possible dans un cas comme dans l'autre. En changeant notre façon de produire et de consommer pour réduire la consommation d'énergies et en engageant l'intelligence française dans l'autre. Nous sommes parvenus à "inventer" le nucléaire français en 10 ans, en mobilisant le savoir-faire national. Pourquoi ne parviendrions-nous pas à trouver une énergie alternative en s'en donnant les moyens ? Les centrales de géothermie profonde qui sont en marche démontrent que des alternatives tiennent la route pour garantir des productions massives d'énergies.

Pour ceci, il faut la volonté politique, impulsée par la volonté populaire. Ça s'organise, ainsi que l'arrêt progressif du nucléaire, la réduction de la consommation énergétique. Le Parti de Gauche propose pour tout cela un outil pour y parvenir : la planification écologique.